

CMC Statement on Transparency

*Convention on Cluster Munitions 12th Meeting of States Parties,
Geneva, 10-13 September 2024*

Madame la présidente,

« La transparence et l'échange ouvert d'informations sont essentiels pour atteindre les objectifs de la Convention », comme le mentionne le Plan d'action de Lausanne.

Au 1er août 2024, 106 États parties avaient soumis un rapport initial de transparence au titre de l'article 7, y compris les nouveaux États parties que sont le Nigéria et le Soudan du Sud. Nous tenons également à féliciter Madagascar pour la présentation, quoique tardive, de son rapport initial au titre de l'article 7.

Nous exhortons les six États parties n'ayant pas encore présenté leur rapport initial au titre de l'article 7 de le remettre sans délai, en particulier le Cabo Verde, les Comores et le Togo, dont les rapports accusent un retard de plus d'une décennie.

Après avoir présenté un rapport initial, la convention exige que chaque État partie transmette un rapport de transparence, au plus tard le 30 avril de chaque année. Au 1er août 2024, seuls 56 des 112 États parties avaient remis leur rapport annuel actualisé à la convention. Il s'agit du taux de conformité le plus bas de ces dix dernières années.

La transmission des rapports de transparence dans les délais prescrits permet de maintenir la confiance dans la convention, et constitue le niveau minimum de participation d'un État partie aux travaux de la convention. Le rapport final de la deuxième Conférence d'examen souligne qu'il faut « intensifier les activités d'information pour que les États parties comprennent bien que l'article 7 porte création d'une obligation juridique ».

Madame la présidente, nous ne nous expliquons toujours pas pourquoi seule la moitié des États parties à cette convention se conforment à l'obligation légale de transmettre des rapports de transparence.

La transparence témoigne d'un engagement en faveur du multilatéralisme, un précepte sur lequel cette convention, ainsi que d'autres conventions de désarmement humanitaire, ont été construites.

La Coalition contre les armes à sous-munitions remercie les États qui ont transmis leur rapport de transparence dans les temps, et demande aux États qui ne l'ont pas encore fait de transmettre leur rapport de transparence immédiatement.

Enfin, nous remercions l'Australie, Coordonnatrice pour les mesures de transparence, pour tous les efforts déployés à cet égard.

Merci.

Madame President,

"Transparency and the open exchange of information are essential to achieving the Convention's aims" as notes the Lausanne Action Plan.

As of 1 August 2024, 106 States Parties have submitted an initial Article 7 transparency report, including the newest States Parties Nigeria and South Sudan. We also want to congratulate Madagascar for the submission of its belated initial Article 7 report.

We urge the six States Parties with outstanding initial Article 7 reports to turn them in without delay, especially Cabo Verde, the Comoros, and Togo as they are more than a decade overdue

After providing an initial report, the convention requires each State Party submit a transparency report not later than 30 April of each year. As of August 2024, only 56 out of 112 states parties had submitted their annual updated report to the convention, which is the lowest compliance rate in the past decade.

Punctual transparency reporting maintains confidence and trust in the convention and constitutes the minimum level of participation of a State Party in the work for the convention. The Final Report of the Second Review Conference, emphasized that "Greater outreach efforts are required for States Parties to appreciate that Article 7 is a legal obligation."

Mr. President, we remain puzzled why only half of the States Parties to this convention are in compliance with a legal obligation of transparency reporting.

Transparency reflects commitment to multilateralism, a precept on which this convention and other humanitarian disarmament conventions were built.

The Cluster Munition Coalition thanks those states which provided their transparency reports on time and asks those states which are yet to submit their transparency reports to do so immediately.

Lastly, our thanks go to Australia, the Coordinator on Transparency Measures, for all the efforts in this regard.

Thank you.